

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

Documents officiels

Distr. générale  
7 janvier 2010

Original : français

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 34<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 29 octobre 2009, à 10 heures

*Président :* M. Penke. . . . . (Lettonie)**Sommaire**Point 65 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)a) Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)Point 69 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (*suite*)Point 61 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)Point 62 de l'ordre du jour : Promotion de la femme (*suite*)a) Promotion de la femme (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

**Point 65 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)**

**a) Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)** (A/C.3/64/L.20 et L.21)

*Projet de résolution A/C.3/64/L.20 : Les filles*

1. **M. Mbuende** (Namibie), présentant le projet de résolution A/C.3/64/L.20 au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), signale que le Chili et le Guatemala s'en portent coauteurs. Il rappelle que, malgré la Convention relative aux droits de l'enfant, les filles continuent d'être victimes de la discrimination et de la violence sous toutes leurs formes. Le projet de résolution invite instamment les États à engager des réformes juridiques en vue de protéger les droits fondamentaux et les libertés des filles et de promouvoir l'égalité des sexes dans tous les domaines. Comme les années précédentes, la SADC compte sur le soutien des États Membres pour que le projet soit adopté par consensus.

2. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Arménie, le Bélarus, le Cameroun, le Cap-Vert, le Congo, la Côte d'Ivoire, l'Équateur, l'Éthiopie, le Honduras, le Kenya, le Kirghizistan, la Mongolie, le Nigéria, l'Ouzbékistan, le Panama, le Paraguay, la République de Corée, le Sénégal, la Sierra Leone, le Timor-Leste et le Rwanda se portent coauteurs du projet de résolution.

*Projet de résolution A/C.3/64/L.21 : Droits de l'enfant*

3. **M<sup>me</sup> Edblom** (Suède), présentant le projet de résolution A/C.3/64/L.21 au nom de l'Union européenne et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, signale que l'Albanie, l'Andorre, l'Arménie, l'Australie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, le Monténégro, la République de Moldova et la Serbie s'en portent coauteurs. De même que la Convention relative aux droits de l'enfant est l'instrument relatif aux droits de l'homme le plus universellement ratifié, le projet de résolution relatif aux droits de l'enfant suscite traditionnellement un très large soutien. Ses auteurs espèrent donc qu'il sera de nouveau adopté par consensus.

4. Le thème du projet de résolution est le droit d'être entendu, un principe général énoncé à l'article 12 de la Convention relative aux droits de

l'enfant qui a aussi récemment fait l'objet de l'observation générale 12 du Comité des droits de l'enfant. La partie thématique de la résolution examine les mesures que les États et d'autres acteurs doivent prendre pour que les enfants puissent exercer ce droit réellement et en toute sécurité, réaffirme l'importance d'une éducation de qualité et le rôle de l'école dans la promotion de la participation des enfants et reconnaît le rôle des parents et d'autres aidants à cet égard.

5. Afin de susciter un examen plus approfondi de la question et de permettre un processus de consultation plus ouvert, les auteurs ont modifié le format du projet, dont la portée reste générale, et qui favorise une démarche plus prospective en attirant l'attention sur les faits d'actualité. Ainsi, l'accent y est mis sur la crise financière et sur la nomination du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants.

6. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Azerbaïdjan, le Bélarus, le Cameroun, le Cap-Vert, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Croatie, l'Érythrée, l'Éthiopie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Ghana, le Kenya, le Kirghizistan, le Libéria, Madagascar, le Malawi, la Mongolie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, la Norvège, la République de Corée, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, le Timor-Leste et l'Ukraine se portent coauteurs du projet de résolution.

**Point 69 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

**a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (suite)** (A/C.3/64/L.22, L.23 et L.24)

*Projet de résolution A/C.3/64/L.22 : Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme*

7. **M<sup>me</sup> Fröberg** (Finlande), présentant le projet de résolution A/C.3/64/L.22 au nom de ses auteurs, auxquels se sont joints l'Albanie, l'Arménie, l'Australie, le Canada, le Costa Rica, la Croatie, El Salvador, l'État plurinational de Bolivie, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, Malte, le Monténégro, la Pologne, la République de Moldova et la Serbie, dit que le texte met l'accent sur l'évolution récente du droit international, en particulier l'adoption par l'Assemblée générale du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Déjà signé par 30 pays, le Protocole doit être

ratifié par 10 autres États pour entrer en vigueur. L'objet du projet de résolution est de placer ce Protocole facultatif sur le même plan que les deux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de mettre en relief les travaux menés par le Comité des droits de l'homme, qui a adopté récemment une observation générale sur le premier Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, qui a adopté des observations générales sur le droit à la sécurité sociale et sur la non-discrimination dans l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. Des consultations sont en cours et l'intervenante espère que le texte pourra être adopté par consensus.

8. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Cap-Vert, le Congo, le Honduras et le Pérou se portent coauteurs du projet de résolution.

*Projet de résolution A/C.3/64/L.23 : Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*

9. **M<sup>me</sup> Raabymagle** (Danemark), présentant le projet de résolution A/C.3/64/L.23 au nom de ses auteurs, signale que l'Albanie s'en porte coauteur et que la Chine figure par erreur dans la liste des auteurs. Rappelant que le droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est un droit intangible qui doit être protégé en toutes circonstances, le texte demande aux États d'interdire les lieux de détention et d'interrogation secrets et insiste sur le fait que les conditions de détention doivent respecter la dignité et les droits fondamentaux des détenus. Il importe que les États coopèrent avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture, le Comité contre la torture et le Sous-Comité pour la prévention de la torture, qui sont les trois piliers du système des Nations Unies en la matière. Malgré les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il reste difficile de lutter contre la torture car elle est souvent pratiquée en secret.

10. Il y a 11 ans, le Danemark a pris l'initiative de présenter un projet de résolution de portée générale qui, après année, cherche à renforcer la protection contre la torture. L'intervenante espère que, comme à l'accoutumée, le texte sera adopté avec le soutien de tous les membres de la Commission.

11. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Andorre, l'Azerbaïdjan, la Bolivie (État plurinational de), le Cap-Vert, le Congo, El Salvador, l'Équateur, le Honduras, le Kirghizistan, la Micronésie (États fédérés de), la Mongolie, le Paraguay, le Pérou, la République de Corée, la République de Moldova et le Timor-Leste se portent coauteurs du projet de résolution.

*Projet de résolution A/C.3/64/L.24 : Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant*

12. **M<sup>me</sup> Hill** (Nouvelle-Zélande), présentant le projet de résolution A/C.3/64/L.24 au nom de ses auteurs, signale que l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Colombie, le Danemark, le Honduras, le Monténégro, le Nicaragua, le Nigéria, le Panama, le Pérou, le Portugal, la République de Moldova, Saint-Marin, la Serbie et le Togo s'en portent coauteurs. La Convention relative aux droits des personnes handicapées est l'instrument relatif aux droits de l'homme qui a le plus rapidement suscité l'adhésion. Pour la seule année écoulée, le nombre d'États parties à la Convention a doublé, et elle a déjà été signée par plus de 150 pays. Simple et direct, le texte du projet de résolution met en évidence les progrès accomplis. La Nouvelle-Zélande invite les délégations à apporter leur soutien au projet de résolution afin qu'il soit adopté à un plus large consensus encore que l'année précédente.

13. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Afrique du Sud, l'Arménie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, le Bénin, le Cameroun, le Cap-Vert, Chypre, le Congo, l'Égypte, El Salvador, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Grèce, l'Inde, l'Italie, la Jamaïque, le Lesotho, la Lettonie, la Lituanie, le Malawi, le Maroc, la Namibie, l'Ouganda, le Paraguay, les Philippines, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, le Sri Lanka, la Turquie et le Yémen se portent coauteurs du projet de résolution.

**Point 61 de l'ordre du jour : Développement social**  
(suite)

**b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (suite)**

(A/C.3/64/L.4/Rev.1)

*Projet de résolution A/C.3/64/L.4/Rev.1 : Politiques et programmes mobilisant les jeunes*

14. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

15. **M<sup>me</sup> Sow** (Sénégal) présentant le projet de résolution A/C.3/64/L.4/Rev.1 au nom de ses auteurs, auxquels se sont joints l'Andorre, l'Arménie, l'Australie, l'Azerbaïdjan, la Finlande, la Gambie, la Hongrie, le Luxembourg, le Niger, les Pays-Bas, la République de Corée et la Turquie, rappelle que les domaines d'activité prioritaires du Programme d'action mondial pour la jeunesse sont étroitement liés les uns aux autres et que leur réalisation permettrait d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment celui qui vise à réduire la pauvreté. Elle espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

16. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Afrique du Sud, l'Albanie, l'Angola, l'Arabie saoudite, le Belize, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Canada, le Cap-Vert, Chypre, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Croatie, le Danemark, Djibouti, l'Érythrée, l'Estonie, l'Éthiopie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Ghana, la Grèce, la Grenade, le Guatemala, la Guinée, le Guyana, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Islande, la Jordanie, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, le Liechtenstein, la Lituanie, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, la Mongolie, le Monténégro, le Mozambique, la Namibie, le Nicaragua, le Nigéria, la Norvège, l'Ouganda, le Paraguay, les Philippines, le Qatar, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, la République tchèque, le Rwanda, Saint-Marin, la Serbie, la Sierra Leone, la Slovaquie, la Suède, le Swaziland, la Thaïlande, la Trinité-et-Tobago, l'Ukraine et l'Uruguay se portent coauteurs du texte.

17. *Le projet de résolution A/C.3/64/L.4/Rev.1 est adopté sans être mis aux voix.*

18. **M<sup>me</sup> Khvan** (Fédération de Russie) salue l'adoption par consensus du projet de résolution et remercie les coauteurs d'avoir tenu compte de l'essentiel des observations formulées par sa délégation. Elle fait observer que les idéologies extrémistes, notamment le néonazisme et le néofascisme, constituent l'une des plus grandes menaces qui pèsent actuellement sur les jeunes, et que la poursuite des efforts en la matière revêt une importance toute particulière à la veille du soixante-cinquième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

**Point 62 de l'ordre du jour : Promotion de la femme**  
(suite)

**a) Promotion de la femme (suite)** (A/C.3/64/L.18, L.16/Rev.1 et L.25\*)

*Projet de résolution A/C.3/64/L.18 : Violence à l'égard des travailleuses migrantes*

19. **M<sup>me</sup> Banzon-Abalos** (Philippines), présentant le projet de résolution A/C.3/64/L.18 au nom ses auteurs auxquels s'est joint le Bélarus, dit qu'au cours des 20 dernières années, les femmes ont représenté environ la moitié des travailleurs migrants. Le plus souvent, elles émigrent seules en quête d'un emploi rémunéré et la plupart occupent les emplois les moins considérés dans le secteur informel, la manufacture et les services, le travail domestique et les loisirs, des domaines où se produisent de nombreux cas de violations graves des droits de l'homme. Bien que les travailleuses migrantes apportent à l'évidence une contribution importante au développement tant des pays d'origine que de destination, cette contribution n'est pas toujours pleinement reconnue, ce qui se répercute sur la manière dont elles sont considérées et traitées. Les travailleuses migrantes se trouvent en situation de vulnérabilité à tous les stades de la migration : dans leur pays d'origine, où elles peuvent être séquestrées et violées par des agents de recrutement; pendant le voyage, où elles peuvent être abandonnées ou subir des violences physiques et sexuelles; dans le pays de destination, où nombre d'entre elles font l'objet de discrimination dans le travail et occupent des emplois domestiques où leur intimité et leur bien-être ne sont pas toujours respectés et où les abus sont fréquents; au retour dans leur pays d'origine, où les rapports avec leur conjoint et leur famille sont parfois difficiles et où elles peuvent être mises en marge de leur société. Par ailleurs, la

mondialisation et ses conséquences sur l'économie ont souvent aggravé l'exploitation des travailleuses migrantes.

20. Le projet de résolution énonce des principes fondamentaux en matière de protection des travailleuses migrantes contre les abus et cherche non seulement à faire mieux connaître la situation de ces femmes mais aussi à fournir des orientations aux États quant aux mesures à prendre pour prévenir et éliminer les différents types d'exploitation des travailleuses migrantes.

21. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Bénin, la Bolivie (État plurinational de), le Burundi, le Chili, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Équateur, l'Éthiopie, El Salvador, l'Érythrée, la Gambie, le Guatemala, la Guinée, le Honduras, la Namibie, le Nicaragua, le Nigéria, l'Ouganda, le Paraguay, le Pérou, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Sri Lanka, le Timor-Leste, la Zambie et le Zimbabwe se portent coauteurs du projet de résolution.

*Projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 : Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes*

22. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

23. **M<sup>me</sup> Samson** (Pays-Bas), présentant le projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 au nom de ses auteurs, signale que l'Arménie, l'Argentine, la République de Moldova et la Tanzanie s'en portent coauteurs. Le texte, qui porte sur des questions essentiellement institutionnelles, fait le bilan des activités menées par les organismes du système des Nations Unies en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes. Ses auteurs engagent les États et les autres parties prenantes à augmenter leurs contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, en vue d'atteindre l'objectif des 100 millions de dollars par an d'ici à 2015. Ils se félicitent de la création de la base de données du Secrétaire général sur la violence à l'égard des femmes et sollicitent le concours des États et des entités compétentes des Nations Unies.

24. La majorité des délégations présentes aux consultations informelles ayant estimé préférable que le projet de résolution continue de porter sur toutes les formes de violence à l'égard des femmes, il a été

décidé de ne pas inclure certains des amendements proposés, y compris celui qui fait l'objet du document A/C.3/64/L.25\*. L'intervenante a bon espoir que le texte sera adopté par consensus.

*Projet de résolution A/C.3/64/L.25\* : Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes*

25. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

26. **M. Hassan** (Soudan), présentant au nom du Groupe des États arabes un amendement (A/C.3/64/L.25\*) au projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1, rappelle que le libellé de l'amendement a fait l'objet d'un accord dans le passé et figure dans la résolution 63/155, adoptée à la Troisième Commission de l'Assemblée générale. Le Groupe des États arabes estime nécessaire d'évoquer nommément les situations de conflit armé et d'occupation étrangère, qui appellent une attention particulière. Il précise que les représentants du Groupe des États arabes ont participé aux consultations organisées par les auteurs du projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 et proposé cet amendement, qui n'a pas été pris en compte dans la version finale du texte, qui demeure donc incomplet à leurs yeux.

27. **M<sup>me</sup> Samson** (Pays-Bas) dit que son pays et la France, principaux auteurs du projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1, regrettent qu'un amendement ait été déposé. Elle rappelle qu'au cours des consultations informelles menées en toute transparence, la proposition d'amendement de la République arabe syrienne, qui figure dans le document A/C.3/64/L.25\*, a fait l'objet de discussions mais pas d'un accord. Le document A/C.3/64/L.16/Rev.1 est un projet de résolution de procédure portant sur l'action menée par le système des Nations Unies pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes qui a été établi sur la base de la résolution 62/133 de l'Assemblée générale et du rapport du Secrétaire général (A/64/151), alors que la résolution 63/155 s'adressait principalement aux États. Dans le projet, la démarche consiste à aborder toutes les formes de violence à l'égard des femmes et non pas une en particulier. La proposition syrienne n'a pas été retenue au cours des consultations informelles, car elle risquait de déséquilibrer le texte en mettant l'accent sur des circonstances particulières de violences à l'égard des femmes alors que le système des Nations Unies doit

redoubler d'efforts pour éliminer toutes les formes de violence contre les femmes dans l'absolu. Le Groupe des États arabes ne s'étant pas associé au consensus, les Pays-Bas et la France demandent un vote enregistré sur l'amendement figurant dans le document A/C.3/64/L.25\* et précisant qu'ils voteront contre, pour les raisons susmentionnées.

28. **M<sup>me</sup> Phipps** (États-Unis), expliquant son vote avant le vote, reconnaît que le libellé de l'amendement présenté par le Groupe des États arabes avait été convenu antérieurement (« agreed wording ») mais constate que le projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 porte sur l'action du système des Nations Unies pour lutter contre les violences à l'égard des femmes plutôt que sur les mesures prises par les pays. Elle indique que son pays, comme les auteurs du projet de résolution, votera contre l'amendement présenté par le Groupe des États arabes dans le document A/C.3/64/L.25\*.

29. **M. Pérez** (Pérou) dit que son pays condamne les actes de violence à l'égard des femmes, quels qu'ils soient. Il se solidarise avec les victimes et comprend leur situation de vulnérabilité dans les situations de conflit armé, mais le projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 vise à mettre l'accent sur les progrès accomplis par le système des Nations Unies en matière d'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Même si le Pérou continuera d'appuyer la position défendue dans l'amendement, il votera contre le projet de résolution A/C.3/64/L.25\*.

30. *Il est procédé à un vote enregistré sur l'amendement figurant dans le projet de résolution A/C.3/64/L.25\*.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bolivie, (État plurinational de), Brésil, Brunéi Darussalam, Chine, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Fédération de Russie, Gambie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Lesotho, Liban, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, Oman, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Singapour, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande,

Tunisie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Croatie, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine

*S'abstiennent :*

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Botswana, Cap-Vert, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Dominique, Éthiopie, Grenade, Guinée, Guyana, Jamaïque, Kenya, Liechtenstein, Maldives, Mali, Mexique, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Sri Lanka, Suisse, Suriname, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Zambie

31. *L'amendement figurant dans le projet de résolution A/C.3/64/L.25\* est rejeté par 60 voix contre 52, avec 40 abstentions.*

32. **M. Suarez** (Colombie) dit que son pays a voté contre l'amendement car bien qu'il reprenne un libellé convenu précédemment, il était clair pendant les consultations que le document A/C.3/64/L.16/Rev.1 était un texte de procédure relatif à l'action du système des Nations Unies.

33. **M<sup>me</sup> Ivanović** (Serbie) dit qu'en tant que coauteur du projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1, son pays n'a pas vu l'utilité qu'il y avait à déposer un nouvel amendement. Elle reconnaît cependant l'importance de la question soulevée par le Groupe des États arabes, ce qui explique que la Serbie se soit abstenue lors du vote sur l'amendement.

34. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) signale que les pays suivants se portent coauteurs du projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 : Algérie, Antigua-et-Barbuda, Autriche, Bahamas, Belize, Burundi, Burkina Faso, Cap-Vert, Chypre, Dominique, Équateur, États-Unis, Éthiopie, Grenade, Guyana, Haïti, Inde, Israël, Jamaïque, Mali, Mexique, Monaco, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Philippines, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Slovaquie, Trinité-et-Tobago, Thaïlande, Timor-Leste, Ukraine, Uruguay et Zambie.

35. **M<sup>me</sup> Sapag** (Chili) dit que le projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 est une priorité pour son pays et que depuis l'adoption de la résolution 61/143, le système des Nations Unies a déployé de nombreux efforts pour lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Elle tient à remercier les organismes du système des Nations Unies qui encouragent les activités dans ce sens, telles que la base de données du Secrétaire général sur les violences faites aux femmes et la campagne Non à la violence contre les femmes. Le projet met l'accent sur la nécessité d'augmenter les contributions volontaires au Fonds d'affection spéciale qui finance les activités menées pour éliminer ce type de violences. Pour le Chili, le texte est équilibré car il n'établit pas de hiérarchie dans les violences. Si des distinctions avaient été faites, l'échec était assuré.

36. *Le projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 est adopté sans être mis aux voix.*

37. **M<sup>me</sup> Halabi** (République arabe syrienne) dit que son pays s'est associé au consensus mais déplore le refus d'insérer un paragraphe qui figurait déjà dans le projet de résolution adopté l'année précédente. Son pays a présenté, au nom du Groupe des États arabes, l'amendement portant sur les situations de conflit armé et d'occupation étrangère pour insister sur le fait que dans certaines circonstances difficiles, il faut redoubler d'efforts, conformément à la Charte des Nations Unies, au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme. Les auteurs du projet de résolution ont fait la sourde oreille, invoquant des arguments faibles, motivés par des intérêts personnels, ce qui entrave l'accomplissement du noble objectif qu'est l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes en toutes circonstances. Pour la République arabe syrienne, dire qu'il s'agit d'une résolution de procédure qui concerne l'action du système des Nations Unies est très loin de la vérité.

D'ailleurs, ce qu'elle-même proposait relevait de la responsabilité de l'ONU, qui s'applique également aux territoires occupés.

38. **M. Rastam** (Malaisie) dit que son pays comprend la démarche des auteurs du projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1, mais qu'il appuie fermement les principes figurant dans l'amendement (A/C.3/64/L.25\*), estimant qu'il n'aurait pas dû être rejeté. L'élimination de la violence à l'égard des femmes est une priorité pour le Gouvernement malaisien, qui applique une politique de tolérance zéro à cet égard. Bien que la Malaisie ait voté pour l'amendement figurant dans le projet de résolution A/C.3/64/L.25\*, elle appuie le projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 dans son ensemble et s'est ralliée au consensus.

39. **M. Sparber** (Liechtenstein), prenant la parole au nom de l'Andorre, du Costa Rica et de la Suisse, fait observer que le projet de résolution A/C.3/64/L.16/Rev.1 porte sur l'action de l'ONU visant à éliminer les violences à l'égard des femmes. La lutte contre l'impunité doit être placée au centre de l'action sur le terrain de tout organisme des Nations Unies aux prises avec la violence contre les femmes car l'impunité perpétue le cycle de violence. Le texte aurait donc dû refléter la volonté de la communauté internationale de demander des comptes et de lutter contre l'impunité, éléments essentiels de l'action de l'ONU. Le Liechtenstein espérait que les amendements qu'il avait proposés lors des consultations informelles seraient retenus. En outre, il avait préconisé de consacrer davantage de temps aux consultations, en suggérant aux principaux auteurs de reporter la décision. Il se félicite néanmoins que le projet de résolution ait été adopté sans être mis aux voix et espère que son pays pourra se joindre aux coauteurs en 2010.

*La séance est levée à 11 h 40.*